

# ACTION URGENTE

## ARABIE SAOUDITE. UNE EMPLOYÉE PHILIPPINE CONDAMNÉE À LA PRISON ET LA FLAGELLATION

**Amnesty International croit savoir que Ruth Cosrojas, employée de maison philippine condamnée à 18 mois d'emprisonnement et à 300 coups de fouet à l'issue d'un procès inique en Arabie saoudite, a déjà reçu 50 coups de fouet. Elle risque d'en recevoir d'autres sous peu.**

Selon un membre de sa famille, l'employée de maison philippine **Ruth Cosrojas Gonzales**, condamnée à 300 coups de fouet et 18 mois d'emprisonnement en octobre 2013, a déjà reçu 50 coups de fouet. Cette femme de 31 ans, mère de trois enfants, avait été déclarée coupable d'avoir organisé des relations sexuelles tarifées (*quwada*). Son procès a eu lieu en secret devant un tribunal de Riyadh, la capitale, et elle n'a pas pu bénéficier d'une représentation juridique. Elle a nié toutes les charges retenues contre elle.

Amnesty International a appris qu'un Philippin avait contacté Ruth Cosrojas au début du mois d'août 2013 pour lui proposer un emploi bien rémunéré de femme de ménage dans un hôpital. Le 11 août, Ruth Cosrojas et trois amies avaient rencontré cet homme dans le parking du centre commercial Khurais, à Riyadh. Il leur avait demandé de le suivre dans un bureau situé à proximité afin qu'elles passent un entretien mais, au lieu de cela, il les avait conduites à la police religieuse (*mutawaeen*) et avait affirmé qu'elles se livraient au travail du sexe. Ruth Cosrojas avait dû signer au moyen de l'empreinte de son pouce une déclaration en arabe, non traduite. La police avait ensuite saisi son passeport et son titre de résidence en règle, et avait emmené les quatre femmes à la prison d'Al Malaz, à Riyadh.

Ruth Cosrojas a déclaré n'avoir appris qu'elle avait été inculpée d'organisation de travail du sexe que lorsqu'elle avait comparu devant un juge pour la première fois, en octobre 2013. Les audiences se sont déroulées en secret et elle n'a pas pu bénéficier d'une représentation juridique en bonne et due forme. Selon une source proche du dossier, le juge s'est appuyé sur un rapport de police indiquant que Ruth Cosrojas avait été interpellée en flagrant délit. Cette femme devrait être renvoyée aux Philippines à l'issue de sa peine.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à mettre un terme à la peine de flagellation de Ruth Cosrojas, qui viole les dispositions du droit international interdisant la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- appelez-les à libérer cette femme ou à lui permettre d'être rejugée dans le cadre d'une procédure pleinement conforme au droit et normes internationaux relatifs aux droits humains, sans encourir la peine de mort.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 JUILLET 2014 À :

#### Roi d'Arabie saoudite et Premier ministre

King Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud  
The Custodian of the two Holy Mosques  
Office of His Majesty the King  
Royal Court, Riyadh  
Arabie saoudite

Fax : (via le ministère de l'Intérieur)  
+966 11 403 3125 (merci de vous  
montrer persévérant)

**Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,**  
**(Votre Majesté, dans le corps du**  
**texte)**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

#### Ministre de l'Intérieur

His Royal Highness Prince Mohammed  
bin Naif bin Abdul Aziz Al Saud  
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933,  
Airport Road, Riyadh 11134  
Arabie saoudite

Fax : +966 11 403 3125 (merci de vous  
montrer persévérant)

**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

#### Copies à :

#### Ministre de la Justice

His Excellency Sheikh Mohammed bin  
Abdulkareem Al-Issa  
Ministry of Justice  
University Street, Riyadh 11137  
Arabie saoudite

Fax : +966 11 401 1741 /  
+966 11 402 0311

**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## ARABIE SAOUDITE. UNE EMPLOYÉE PHILIPPINE CONDAMNÉE À LA PRISON ET LA FLAGELLATION

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

En Arabie saoudite, la flagellation punit obligatoirement certaines infractions, notamment les agressions sexuelles et la consommation d'alcool. Elle peut aussi être laissée à la discrétion des juges, qui peuvent décider de l'infliger en remplacement ou en complément d'autres peines. Les peines de flagellation vont de quelques dizaines à plusieurs milliers de coups de fouet et les condamnations, souvent prononcées à l'issue de procès bafouant les normes internationales d'équité, concernent aussi bien des adultes que des enfants.

Le recours aux châtiments corporels comme la flagellation viole l'interdiction absolue de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, prévue par l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Il bafoue aussi les obligations de l'Arabie saoudite aux termes de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle cet État est partie.

Les autorités saoudiennes ne respectent généralement pas les normes internationales d'équité des procès ni les garanties protégeant les accusés. Bien souvent, les affaires, y compris celles où l'accusé est passible de la peine capitale, sont jugées en secret dans le cadre de procédures sommaires, sans que le prévenu puisse bénéficier d'une assistance ni d'une représentation juridique au cours des différentes phases de sa détention et de son procès. Ainsi, des personnes peuvent être déclarées coupables uniquement sur la base d'« aveux » obtenus sous la contrainte ou par la tromperie. Bien souvent, les étrangers qui ne maîtrisent pas l'arabe, langue utilisée lors des interrogatoires précédant les procès et des audiences, ne bénéficient pas des services d'interprètes.

Nom : Ruth Cosrojas Gonzales

Femme

AU 135/14, MDE 23/011/2014, 23 mai 2014